Zeitschrift: Fachblatt für schweizerisches Anstaltswesen = Revue suisse des établissements hospitaliers

Herausgeber: Schweizerischer Verein für Heimerziehung und Anstaltsleitung; Schweizerischer Hilfsverband für Schwererziehbare; Verein für Schweizerisches Anstaltswesen

Band: 14 (1943)

Heft: 7

Artikel: Directives pour le personnel des ménages collectifs concernant le règlement des questions de rationnement (du 10 mai 1943) = Die Abgabe von Rationierungsausweisen durch Angestellte in kollektiven Haushaltungen (Verfügung des KEA vom 10. Mai 1943)

Autor: [s.n.]

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-806307

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Directives pour le personnel des ménages collectifs concernant le règlement des questions de rationnement (du 10 mai 1943)

Dans les ménages collectifs, où de nombreux employés prennent leurs repas dans l'entreprise, il n'est pas toujours facile de savoir à qui appartiennent les titres de rationnement. Plus notre approvisionnement est réduit, plus il est important que chacun reçoive soit les titres de rationnement auxquels il a droit, soit la contre-valeur en marchandises, s'il remet ses titres à la direction de l'entreprise.

Nous avons réuni dans les lignes qui suivent les dispositions officielles relatives aux titres de rationnement et à la nourriture des employés. Nous y avons joint quelques indications pouvant servir de directives relativement à la subsistance des employés.

I. Droit aux titres de rationnement.

Toute personne faisant partie d'un ménage collectif a le droit intangible de retirer elle-même et d'utiliser à son gré ses cartes de rationnement. Dans la pratique et pour simplifier les choses, la direction de l'entreprise se charge en général de retirer toutes les cartes de son personnel en une seule fois, mais elle ne peut le faire sans l'assentiment formel des employés, assentiment qui peut être refusé en tout temps. L'Office de distribution des cartes peut exiger du chef de l'entreprise une attestation écrite par laquelle le personnel autorise le chef de l'entreprise à retirer l'ensemble de ses cartes.

II. Denrées alimentaires.

1. Remise de coupons de repas. Les employés doivent remettre au chef d'entreprise le nombre de coupons de repas correspondant au nombre de repas et de collations reçues, c'est-à-dire:

6 coupons de repas pour le pension complète comprenant le petit déjeuner, le repas de midi et le repas du soir, et éventuellement des collations ne contenant pas d'autres denrées alimentaires que des produits CTC*);

6 ½ coupons de repas pour la pension complète comprenant le petit déjeuner, le repas du midi, le repas du soir et des collations qui, à côté des produits CTC*), contiennent encore des denrées rationnées;

2 coupons de repas pour chacun des repas suivants: petit déjeuner, repas de midi, repas de soir;

un demi coupon de repas pour des collations qui, à côté de produits CTC*), contiennent encore des denrées rationnées.

Si l'employeur se charge de retirer les cartes de rationnement, il doit indiquer à ses employés, au commencement du mois, le nombre de coupons auxquels ils ont droit et leur remettre les coupons restants.

2. Carte de sucre pour confiture. Les employés doivent remettre chaque mois à leur employeur les coupons correspondants de sucre pour confiture, ce qui leur donne le droit d'avoir de la confiture (voir chiffre 6, lettre e).

3. Coupons ayant une destination spéciale. Si l'Office fédéral de guerre pour l'alimentation décide que certains coupons sont destinés à l'employé, ces coupons devront lui être remis au commencement du mois.

4. Cartes supplémentaires. Jusqu'à nouvel ordre, reçoivent des cartes supplémentaires les personnes suivantes (extrait du répertoire des professions, établi par l'Office fédéral de guerre pour l'alimentation):

Employés	Cartes supplémentaires de denrées alimentaires	de pain	de lait
Adolescents: année de naissance 1924—1930	1	1	2*)
Adultes: année de naissance 1883—1923	—	—	—
Adultes: année de naissance 1882 et avant	—	—	1
Adultes: année de naissance 1883—1923, exerçant les professions suivantes: garçons de peine, cuisiniers: seulement ceux astreints continuellement à des travaux pénibles, auxiliaires de cuisine et d'office, personnel de service: seulement celui astreint à des travaux pénibles, femmes de chambres dans l'hôtellerie, blanchisseuses, repasseuses, femmes de ménage, pour autant qu'elles travaillent au moins durant trois journées par semaine dans les différentes maisons qui les occupent; qu'elles se livrent d'une manière permanente et exclusive, dans une seule entreprise, à leur activité professionelle, autres employés classés en 2me catégorie, conformément aux directives de l'Office fédéral de guerre pour l'alimentation	1	1	1*)
Employés adolescents: année de naissance 1924 à 1930, exerçant les professions ci-dessus	2	2	3*)
Adultes: année de naissance 1878**) à 1882, exerçant les professions ci-dessus	1	1	2*)

*) Café, succédanés de café, thé, cacao et produits diététiques.

Les cartes supplémentaires sont, comme les autres titres de rationnement, propriété privée de l'employé. Après accord, librement consenti, l'employé peut remettre ses cartes à l'employeur contre l'assurance de recevoir une quantité correspondante de denrées alimentaires (voir plus loin, chiffre 6).

La possibilité d'échanger les cartes supplémentaires de denrées alimentaires contre des coupons de repas (Mc) sera réintroduite au moment de la distribution des cartes de juin. L'échange se fera à raison de 12 Mc contre la carte supplémentaire de denrées alimentaires. En cas d'échange, les cartes supplémentaires de pain et de lait ne devront pas être restituées, les cartes supplémentaires de denrées alimentaires pouvant seules faire l'objet d'un échange. Il ne pourra être fait aucune pression de la part des entreprises sur les employés, quant à la forme selon laquelle ils désireront toucher leurs cartes supplémentaires de denrées alimentaires. Les employés seront parfaitement libres de retirer des cartes supplémentaires de denrées alimentaires ou des cartes de repas de 12 Mc.

5. Absences. Si le chef de l'entreprise se charge de retirer les titres de rationnement, ou s'il a reçu d'avance le nombre de coupons dont il pensait avoir besoin, il doit, en cas d'absence de son employé et si ce dernier a annoncé à temps à l'entreprise qu'il ne prendrait pas ses repas, lui rendre le nombre de coupons de repas, respectivement de coupons de la carte de denrées et des cartes supplémentaires, correspondant aux repas non pris, c'est-à-dire:

2 coupons de repas pour chacun des trois repas suivants: petit déjeuner, repas de midi et repas du soir.

*) Variable.

**) Les commissions consultatives communales chargées du classement des travailleurs dans le rationnement différentiel ont le droit, dans des cas tout à fait spéciaux, de décider de continuer l'attribution des cartes supplémentaires aux personnes nées en 1877 et avant.

un demi coupon de repas pour chaque collation non prise: a) quand le chef d'entreprise demande 6½ coupons par jour la pension complète comprenant le petit déjeuner, le repas de midi et le repas du soir, et des collations qui, à côté de produits CTC (café, succédanés de café, thé, cacao et produits diététiques), contiennent encore des denrées rationnées; b) quand le chef d'entreprise demande 6 coupons de cartes supplémentaires,

6 coupons de repas, respectivement 6½ coupons pour un jour entier pendant lequel l'employé n'a pas pris de pension du tout.

Sur le désir de l'employé, le deux coupons de repas dus pour le petit déjeuner peuvent être remplacés par des coupons de lait et de pain (1 Mc = 100 g de pain; 1 Mc = 4 dl de lait), ce qui lui permettra de se procurer plus facilement les marchandises nécessaires pour prendre son petit déjeuner dans un ménage privé. Il est possible d'échanger de grosses coupures de coupons de grandes rations contre de petites coupures au bureau de distribution des titres de rationnement (coupons de grandes rations de 100 g de pain et 1 dl de lait).

Si l'employé remet des cartes supplémentaires à l'entreprise, cette dernière doit lui rendre le nombre de coupons correspondants en cas d'absence de courte durée; en cas d'absence de longue durée, le droit aux cartes supplémentaires s'éteint.

Ces règles sont applicables si l'employé ne prend pas de repas pendant ses jours libres, pendant ses vacances ou pendant des absences pour cause de maladie, etc. Les coupons de repas doivent être remis à l'employé, même s'il est soigné dans un établissement sanitaire qui, aux termes des dispositions de l'OGA, ne demande pas de coupons de repas de ses malades. De plus, on doit lui remettre ses titres de rationnement pour la période pendant laquelle il est au service militaire.

6. Nourriture de l'employé. employés nourris dans les ménages collectifs ont droit à une alimentation saine et abondante. Une bonne nourriture leur permet de travailler à plein rendement. Plus le travail est fatigant, mieux l'employé doit être nourri.

Pour juger de la nourriture donnée par le chef d'entreprise, l'employé doit tenir compte du fait que, d'une façon générale, notre alimentation n'est pas aussi abondante qu'elle l'était avant la guerre. Le rationnement des denrées alimentaires oblige aussi les ménages privés à restrictions. Ainsi, la ration de viande est inférieure à la ration moyenne d'avant-guerre. Dans bien des ménages, le rationnement du lait et du pain a entraîné un changement important dans l'alimentation. Les attributions de sucre et de confiture, qui sont très réduites par rapport à celles d'avant-guerre, obligent tous les ménages à diminuer leur consommation en plats doux et confitures. Ces modifications ont également leur influence sur la nourriture du personnel. Il n'en reste pas moins vrai que l'alimentation des employés doit être suffisante. Le chef d'entreprise, heureusement, dispose de nombreuses marchandises lui permettant de compléter les repas. Le temps de guerre nous a appris à apprécier la valeur nutritive des pommes de terre, des légumes, des fruits et d'autres denrées non rationnées. Les experts tiennent à répéter que les attributions actuelles procurent une alimentation suffisante.

Pour la conversion de coupons de repas en coupons de grandes rations, la cote d'attribution applicable à la direction de l'établissement et à son personnel correspond à peu près à celle de la carte d'alimentation. Les cotes d'attribution pour la clientèle ont été, pour des raisons professionelles, établies sur un barème plus élevé, ce qui permet au chef d'entreprise de répondre aux besoins de son établissement sons toucher à ses propres rations et à celles de son personnel.

Les employés ont droit aux rations accordées par les cartes. Ceux qui donnent des cartes supplémentaires ou, en cas de maladie, des coupons spéciaux pour diètes, doivent recevoir les denrées alimentaires correspondantes sans aucune réduction (voir plus loin, lit. c). Cependant, il n'est pas toujours possible de faire un calcul exact. Certaines denrées seront à l'occasion données à l'employé en moins grandes quantités, d'autres en plus grandes quantités. Pour supprimer toute cause de différends, il est recommandé de s'en tenier aux directives suivantes:

a) La ration de pain à laquelle l'employé a droit contre ses coupons de repas peut lui être remise chaque jour en une seule fois, afin qu'il puisse la consommer à son gré. Les bénéficiaires de cartes supplémentaires de pain ont droit à une ration supplémentaire, dans la limite où ils donnent leurs cartes à leur employeur.

b) La ration de viande doit être servie à l'employé sans aucune réduction. Il est recommandé d'éffectuer une répartition aussi égale que possible pendant le mois et de donners des rations fréquentes, bien que petites, afin que l'employé n'ait pas l'impression que des rations ont été arbitrairement réduites. Quand l'attribution mensuelle est 1000 points, ou davantage, il est recommandé de servir de la viande trois fois par semaine.

c) Les employés ayant droit à des cartes supplémentaires doivent recevoir les rations supplémentaires avant tout avec les collations, par exemple les rations de lait, de fromage, de viande destinées aux travailleurs exécutant de gros travaux et aux adolescents. Il en sera de même pour les rations supplémentaires de lait accordées aux adultés nés en 1882 ou auparavant. On peut, de cette façon, tenir compte des besoins plus grands des titulaires de ces cartes.

d) Si l'on demande à l'employé des coupons de repas pour le petit déjeuner, ce dernier doit être nourrissant. Il est insuffisant de donner du thé ou du café noir pour le petit déjeuner. En revanche, les boissons généralement servies pour ce repas peuvent être remplacées par une soupe, un plat de pommes de terre ou d'autres mets nourrissants.

e) Le beurre ou le fromage ou la confiture doivent être donnés à l'employé soit au petit déjeuner, soit comme collation, soit encore au repas du soir. Dans les établissements dans lesquels il était habituel jusqu'ici de remplacer les tortines coûteuses par des produits meilleur marché, l'entreprise peut continuer à agir de même. Ainsi, à la place de beurre, on peut donner davantage de fromage ou de confiture. La ration actuelle permet de servir ces produits (beurre, fromage, séré ou confiture) au moins cinq fois par semaine. Certaines entreprises ont trouvé avantageux de donner une ration de confiture devant servir pour la semaine.

f) Les grandes entreprises qui ont l'habitude der servir à leurs employés un menu spécial doivent tenir un livre de menus pour la nourriture du personnel.

III. Savon.

Il est recommandé de répartir les attributions de savon de la façon suivante, s'il n'existe pas de dispositions cantonales ou communales à ce sujet:

Utilisation du savon	Répartition des 450 unités de la carte		
	Pourcentage approximatif	Unités par mois	Unités par trimestre
Linge de corps	40	60	180
Linge de lit	15	20	65
Linge de toilette	9	15	40
Linge de table et de cuisine	6	10	25
	70	105	310
Toilette personelle de l'employé savon de toilette, savon à raser, shampoing	30	45	140
Total	100	150	450

Celui qui retire et garde les cartes de savon de ses employés doit remettre à ces derniers le nombre d'unités qui leur reviennent. L'employé qui retire lui-même ses cartes et les garde doit donner au chef de l'entreprise les unités qui lui reviennent sur la base du tableau ci-dessus.

Les coupons en blanc validés pour les nettoyages de printemps devront tous être remis à la direction de l'entreprise.

Si l'on accorde une carte de provision, ou si l'on valide des coupons pour permettre de constituer des provisions, les unités ainsi accordées seront réparties dans la même proportion que la carte de savon elle-même. La répartition sera modifiée en conséquence si des coupons sont validés seulement pour l'acquisition de certaines espèces de savon. L'employé ne recevra aucune unité si, par exemple, les coupons en blanc ne donnent droit qu'à l'acquisition de savon en morceau pour les nettoyages.

IV. Fin de l'engagement.

Les employés ont droit à leurs titres de rationnement (coupons de repas, carte de sucre pour confiture, cartes supplémentaires de denrées alimentaires, autres cartes supplémentaires, carte de savon) même s'ils quittent leur emploi par suite d'une faute de leur part, qu'ils partent dans le délai prévu ou, qu'à la suite de divergences, ils partent plus tôt.

Les titres de rationnement retirés au nom de l'employé ne doivent en aucun cas être utilisés pour un nouvel employé.

Si le départ a lieu dans le courant d'un mois, les employés devront donner les coupons correspondants pour les jours pendant lesquels ils ont été nourris par l'établissement. Le bénéficiaire de cartes supplémentaires devra également donner les coupons correspondants de sa carte supplémentaire.

Si l'employé change de commune, il faut demander à l'office de distribution des cartes une attestation spécifiant quels sont les titres de rationnement qui ont été retirés pour lui en dernier lieu; ces titres doivent être mis à sa disposition.

V. Informations supplémentaires et réclamations.

Ces directives ont pour but de permettre aux chefs d'entreprises et à leurs employés de régler les questions relatives aux titres de rationnement et à l'alimentation du personnel. S'il existe encore des incertitudes, les bureaux de distribution des titres de rationnement sont prêts à donner les informations nécessaires. Les réclamations éventuelles sont à adresser à l'office cantonal de l'économie de guerre.

Die Abgabe von Rationierungsausweisen durch Angestellte in kollektiven Haushaltungen (Verfügung des KEA vom 10. Mai 1943)

In den kollektiven Haushaltungen ist es infolge der weitgreifenden Hausgemeinschaft der Angestellten nicht immer leicht, auseinanderzuhalten, wem die verschiedenen Rationierungsausweise zustehen. Je mehr die Landesversorgung zu Einschränkungen zwingt, desto wichtiger ist es, daß jeder einzelne seine Rationierungsausweise erhält und ihm bei ihrer Abgabe im Betrieb der Gegenwert in Waren wirklich zukommt.

In den folgenden Ausführungen sind die bestehenden amtlichen Erlasse über die Abgabe von Rationierungsausweisen und die Verpflegung der Angestellten zusammengefaßt. Sie enthalten ferner einige Ratschläge, die als Richtlinien für die Angestelltenverpflegung dienen können.

I. Bezugsrecht.

Jeder Betriebsangehörige einer kollektiven Haushaltung hat das persönliche Recht, alle ihm als Privatperson zustehenden Rationierungsausweise selbst zu beziehen und zu verwalten. Der Einfachheit halber werden die Rationierungsausweise für die Angestellten hingegen in der Regel gesamthaft durch die Betriebsleitung bezogen. Dieser Gesamtbezug setzt die Zustimmung der einzelnen Angestellten voraus, die diese jederzeit widerrufen können. Die für die Abgabe von Rationierungsausweisen zuständige Stelle kann vom Betriebsinhaber die Vorweisung einer schriftlichen Vollmacht verlangen, in der die Angestellten den Betriebsinhaber zum gesamthaften Bezug der Rationierungsausweise ermächtigen.

II. Lebensmittel.

1. Abgabe von Mahlzeitencoupons. Die Angestellten haben dem Betriebsinhaber die Anzahl von Mahlzeitencoupons zu überlassen, die den eingenommenen Mahlzeiten und Zwischenverpflegungen entspricht. Es sind dem Betriebsinhaber abzugeben:

6 Mahlzeitencoupons für eine vollständige Tagesverpflegung, bestehend aus Frühstück, Mittag- und Abendessen und eventuellen Zwischenverpflegungen, die außer KTK-Waren * keine rationierte Lebensmittel enthalten.

6 ½ Mahlzeitencoupons für eine vollständige Tagesverpflegung, bestehend aus Frühstück, Mittag- und Abendessen und Zwischenverpflegungen, die neben KTK-Waren * noch andere rationierte Lebensmittel enthalten.

2 Mahlzeitencoupons für je ein einzelnes Frühstück, Mittag- oder Abendessen.

½ Mahlzeitencoupon für Zwischenverpflegungen, die neben KTK-Waren * noch andere rationierte Lebensmittel enthalten.

Bei Gesamtbezug der Rationierungsausweise durch den Arbeitgeber sind dem Arbeitnehmer anfangs des Monats die Zahl der abzugebenden Mahlzeitencoupons anzugeben und die übrigen ihm zustehenden Coupons auszuhändigen.

2. Einmachzuckerkarte. Die Angestellten sind verpflichtet, dem Arbeitgeber monatlich die entsprechenden Monatscoupons der Einmachzuckerkarte abzugeben. Durch die Abgabe dieser Coupons erhält der Angestellte anderseits einen Anspruch auf die Verabreichung von Konfitüre in der Verpflegung (siehe Ziffer 6, Litera e).

3. Coupons mit Sonderbestimmungen. Wird vom Kriegs-Ernährungs-Amt für einzelne Coupons der Lebensmittelkarte eine Aushändigung an die Angestellten bestimmt, so sind die betreffenden Coupons den Angestellten anfangs des Monats abzugeben.

4. Zusatzkarten. Zusatzkarten erhalten bis auf weiteres (Auszug aus dem Berufsverzeichnis des Kriegs-Ernährungs-Amtes):

Angestellte	Lebensmittelzusatzkarte	Brotzusatzkarte	Milchzusatzkarte
Jugendliche, geb. 1924—1930	1	1	2*)
Erwachsene, geb. 1883—1923	—	—	—
Erwachsene, geb. 1882 und früher	—	—	1
Erwachsene, geb. 1883—1923 die folgende Berufe ausüben:			
Hausbursche Koch, nur solcher mit ständig anstrengender Arbeit Köchin im Gastgewerbe, nur solche mit ständig anstrengender Arbeit Küchen- und Officehilfspersonal Servierpersonal, nur solches mit ständig anstrengender Arbeit Zimmermädchen i. Gastgewerbe Wäscherin, Glätterin, Putzerin, soweit sie regelmäßig mindestens 3 Tage wöchentlich in Kundenhäusern tätig sind oder ständig im Betrieb ausschließlich dieser Tätigkeit obliegen übrige Mittelschwerarbeiter, gemäß den Bestimmungen des Kriegs-Ernährungs-Amtes	1	1	1*)
Jugendl. Angestellte, geb. 1924—1930, die obige Berufe ausüben	2	2	3*)
Erwachsene, geb. 1878 **—1882, die obige Berufe ausüben	1	1	2*)

* Kaffee, Ersatzkaffee, Tee, Kakao und Nährmittel.

Die Zusatzkarten sind, wie alle übrigen Rationierungsausweise, persönliches Eigentum des Angestellten. Auf freiwillige Vereinbarung hin kann der Angestellte diese Karten dem Betriebsinhaber übergeben gegen die Zusicherung einer entsprechenden zusätzlichen Abgabe von rationierten Nahrungsmitteln (siehe Ziffer 6 hiernach).

Mit Kartenausgabe pro Monat Juni wird die Umtauschmöglichkeit von Zusatzlebensmittelkarten in Mahlzeitencoupons wieder eingeführt. Eine Zusatzlebensmittelkarte entspricht 12 Mahlzeitencoupons. Beim Umtausch muß die Zusatzbrotkarte und Zusatzmilchkarte nicht abgegeben werden. Der Umtausch bezieht sich also nur auf die Zusatzlebensmittelkarte. Auf die Angestellten darf von Seiten des Betriebes kein Zwang ausgeübt werden, in welcher Form die Zusatzlebensmittelkarten zu beziehen sind. Es steht den Angestellten somit vollständig frei, die Zusatzlebensmittelkarten oder die Mahlzeitenkarten zu 12 Mahlzeitencoupons zu beziehen.

5. Abwesenheit vom Betrieb. Bezieht der Betriebsleiter die Rationierungsausweise gesamthaft für die Angestellten oder werden ihm die voraussichtlich benötigten Mahlzeitencoupons durch die Angestellten zum voraus abgegeben, so ist er verpflichtet, diesen für nicht eingenommene Mahlzeiten Mahlzeitencoupons bzw. Coupons der Lebensmittelkarte und Zusatzkarten zurückzuerstatten. Es sind den Angestellten für nicht eingenommene Essen — sofern sie sich rechtzeitig von der Einnahme des Essens im Betrieb abmelden — auszuhändigen:

2 Mahlzeitencoupons für je ein einzelnes nicht eingenommenes Frühstück, Mittag- und Abendessen.

½ Mahlzeitencoupon für eine nicht eingenommene Zwischenverpflegung in jenen Fällen, in denen der Betriebsinhaber für eine Tagesverpflegung, bestehend aus Frühstück, Mittag- und Abendessen und Zwischenverpflegungen, die neben KTK-Waren (Kaffee, Ersatzkaffee, Tee, Kakao und Nährmittel) noch andere rationierte Lebensmittel enthalten, 6½ Mahlzeitencoupons oder 6 Mahlzeitencoupons zuzüglich Zusatzkarten verlangen darf.

6 bezw. 6½ Mahlzeitencoupons für eine vollständige nicht eingenommene Tagesverpflegung.

Auf Wunsch der Angestellten können die für das Frühstück berechneten zwei Mahlzeitencoupons durch entsprechende Brot- und Milchcoupons ersetzt werden (1 Mc = 100 gr Brot; 1 Mc = 4 dl Milch), um ihnen die Einnahme des Frühstücks in Privathaushaltungen zu erleichtern. Der Umtausch größerer Einheiten von Großbezügercoupons in kleinere (Großbezügercoupons für 100 gr Brot und 1 dl Milch) kann auf der Ausgabestelle für Rationierungsausweise erfolgen.

Wurden den Betrieb Zusatzkarten abgegeben, so sind den betreffenden Angestellten bei Betriebsabwesenheit von kurzer Dauer entsprechende Teile der Zusatzkarten auszuhändigen; bei Betriebsabwesenheit von längerer Dauer erlischt die Bezugsberechtigung auf Zusatzkarten.

Diese Regelung gilt bei Nichteinnahme von Mahlzeiten an freien Tagen, während der Ferien, bei Abwesenheit infolge Krankheit u. a. m. Die dem Angestellten zustehenden Mahlzeitencoupons sind ihm auch dann auszuhändigen, wenn er in einer Krankenanstalt verpflegt wird, in der er nach den Vorschriften des Kriegs-Ernährungs-Amtes keine Mahlzeitencoupons abzugeben hat. Ferner sind ihm zu übergeben die Rationierungsausweise, die ihm für die Zeit des Militärdienstes zustehen.

6. Verpflegung der Angestellten. Die Angestellten, die in kollektiven Haushaltungen verpflegt werden, haben Anspruch auf eine ausreichende und gesunde Ernährung. Eine gute Nahrung ermöglicht ihnen, vollwertige Arbeit zu leisten. Je mühsamer die Arbeit und je länger die Arbeitszeit, desto besser muß der Körper ernährt werden.

Bei der Beurteilung der vom Betriebsinhaber abgegebenen Mahlzeiten soll auch der Angestellte berücksichtigen, daß unsere Nahrung heute ganz allgemein weniger reichlich ist als in Vorkriegszeiten. Auch im Privathaushalt zwingt die Lebensmittelrationierung zu Einschränkungen. So liegt beispielsweise die Fleischration unter dem früheren durchschnittlichen Konsum. In vielen Haushaltungen haben Milch- und Brotrationierung eine bedeutende Umstellung in der Ernährung mit sich gebracht. Die verglichen mit der Vorkriegszeit verkleinerte Zuteilung an Zucker und Konfitüre zwingt alle Haushaltungen zur Einschränkung des Konsums von Süßspeisen und Konfitüren. Diese Aenderungen wirken sich natürlich auch in der Ernährung der Angestellten aus. Nichtsdestoweniger hat jedoch das Angestelltenessen ausreichend zu sein. Zum Glück stehen dem Betriebsleiter hiezu viele Ausweichmöglichkeiten offen. In der Kriegszeit haben wir den hohen Nährwert von Kartoffeln, Gemüse, Obst und andern unrationierten Lebensmitteln schätzen gelernt. Von Sachverständigen wird immer wieder bestätigt, daß die gegenwärtigen Zuteilungen eine genügende Ernährung zweifellos gestatten.

Bei der Umrechnung der Mahlzeitencoupons in Großbezügercoupons entspricht die Quote für Betriebsleitung und Angestellte ungefähr den Zuteilungen auf der persönlichen Lebensmittelkarte. Die Quote für die Gäste ist aus betriebstechnischen Gründen höher angesetzt, was ermöglicht, daß der Betriebsleiter den entsprechenden Erfordernissen des Betriebes gerecht wird, ohne seine eigene Ration oder die der Angestellten anzugreifen.

Der Angestellte hat Anspruch auf die Abgabe der ihm zustehenden Lebensmittelrationen. Angestellten, die dem Betriebsinhaber Zusatzkarten übergeben oder die im Krankheitsfall Sonderzuteilungen für Diät erhalten, müssen die entsprechenden zusätzlichen Mengen an Lebensmitteln ungeschmälert zukommen (siehe unten, Litera c).

Eine genaue Abrechnung wird aber nicht immer möglich sein. Gewisse Lebensmittel werden den Angestellten gelegentlich in etwas kleineren, andere hingegen in größeren Portionen abgegeben. Zur Vermeidung von Streitigkeiten empfiehlt sich die Innehaltung folgender Richtlinien:

a) Die Brotration, auf die die Angestellten auf Grund der abgegebenen Mahlzeitencoupons Anspruch haben, kann den Angestellten täglich zur Selbstverwaltung ausgehändigt werden. Inhaber von Brotzusatzkarten haben daher auch Anrecht auf die tägliche Auslieferung der zusätzlichen Ration, sofern sie die Brotzusatzkarten dem Betriebsinhaber abgegeben haben.

b) Die den Angestellten zustehende Fleischration soll ihnen ungekürzt verabreicht werden. Es empfiehlt sich eine möglichst gleichmäßige Verteilung innerhalb des Monats und die häufigere Abgabe von Fleischspeisen in kleinen Portionen, damit die Angestellten nicht den Eindruck des willkürlich gekürzten Fleischgenusses erhalten. Bei einer monatlichen Zuteilung von 1000 und mehr Fleischpunkten ist die Verabreichung von Fleischgerichten an drei Tagen innerhalb einer Woche geboten.

c) Angestellte, die Zusatzkarten abgegeben haben, sollen die zusätzlichen Rationen vor allem bei den Zwischenverpflegungen erhalten, so beispielsweise Milch, Käse und Fleisch für Schwerarbeiter und Jugendliche, wie auch die zusätzliche Milchration für Erwachsene, geb. 1882 und früher. Dem vermehrten Bedarf an Nahrung der Zusatzkartenbezüger kann auf diese Weise Rechnung getragen werden.

d) Werden dem Angestellten für das Frühstück Mahlzeitencoupons verrechnet, so soll dieses nahrhaft gestaltet werden. Die Verabreichung von Tee oder schwarzem Kaffee zum Frühstück ist ungenügend. Hingegen können die üblichen Frühstücksgetränke ersetzt werden durch Suppe, Kartoffelgerichte und andere nahrhafte Speisen.

---

* Veränderlich.

** Die kommunalen konsultativen Ausschüsse für die abgestufte Rationierung sind berechtigt, in ausgesprochenen Härtefällen die Bezugsberechtigung für Zusatzkarten auch für die Jahrgänge 1877 und früher zu gewähren.

e) Butter oder Käse oder Konfitüre soll den Angestellten verabreicht werden, sei es zum Frühstück, zu den Zwischenverpflegungen oder zum Nachtessen. Dort, wo es bisher üblich war, an Stelle des teuren Brotaufstrichs billigeren treten zu lassen, können sich diese Lebensmittel gegenseitig ersetzen. So darf an Stelle der Abgabe von Butter die vermehrte Abgabe von Käse oder Konfitüre treten. Die gegenwärtige Rationierung gestattet, diese rationierten Brotaufstriche (Butter oder Käse, Quark oder Konfitüre) mindestens 5 mal pro Woche zu verabreichen. Vorteilhaft wirkt sich in manchen Betrieben auch die Ausmessung der Wochenration von Konfitüre aus.

f) Größere Betriebe, die ein besonderes Personalessen abgeben, sind gehalten, ein Menubuch über das Personalessen zu führen.

III. Seife.

Sofern keine anderen kantonalen oder kommunalen Bestimmungen vorliegen, empfiehlt sich folgende Aufteilung der Seifenkarte:

Verwendung der Seife	Ungefährer Prozentsatz	Ausrechnung für 1 Karte von 450 Einheiten: Einheiten p Monat	Einheiten p. Quartal
Leibwäsche	40	60	180
Bettwäsche	15	20	65
Toilettentücher	9	15	40
Verpflegung (Küchenwäsche)	6	10	25
	70	105	310
Persönliche Toilette (Toilettenseife, Rasierseife, Shampoon)	30	45	140
Total	100	150	450

Wer Seifenkarten für Angestellte bezieht und verwaltet, hat diesen die ihnen zustehenden Seifeneinheiten zu überlassen. Für Angestellte, die ihre Seifenkarten selbst beziehen und verwalten, empfiehlt es sich, der Betriebsleitung die Einheiten nach obenstehendem Schema abzugeben.

Blinde Coupons, die ausdrücklich für die Frühjahrsreinigung freigegeben werden, sind dem Betriebe zu überlassen.

Wird eine Vorratskarte, die als solche deutlich bezeichnet ist, oder werden blinde Coupons zur Vorratshaltung freigegeben, so sind die Einheiten nach dem gleichen Prozentsatz wie die Seifenkarten aufzuteilen. Wenn einzelne Coupons nur zum Bezuge bestimmter Seifenarten freigegeben werden, so ändert sich die Aufteilung sinngemäß. Von den blinden Coupons, die beispielsweise zum Bezug von Stückseife bestimmt sind, entfallen keine Einheiten für den Gebrauch zur persönlichen Toilette.

IV. Auflösung des Arbeitsverhältnisses.

Die dem Angestellten zustehenden Rationierungsausweise (Mahlzeitencoupons, Einmachzucker-, Zusatzlebensmittel- und übrige Zusatzkarten und Seifenkarte) müssen diesem ausgehändigt werden, auch wenn ein Verschulden seinerseits zur Auflösung des Arbeitsverhältnisses führte. Es ist somit unwesentlich, ob der Austritt ordnungsgemäß oder infolge irgendwelcher Differenzen vorzeitig erfolgt.

Die auf die Schriften des weggehenden Angestellten bezogenen Rationierungsausweise dürfen unter keinen Umständen für einen neuen Angestellten verwendet werden.

Erfolgt der Austritt im Laufe des Monats, so ist die Verpflegung für einzelne Tage in Mahlzeitencoupons, Zusatzbezügern zudem in entsprechenden Coupons der Zusatzkarten, abzurechnen.

Bei Wegzug in eine andere Gemeinde ist eine Bestätigung der kommunalen Abgabestelle für Rationierungsausweise über die zuletzt für den Angestellten bezogenen Rationierungsausweise einzuholen und diesem zur Verfügung zu stellen.

V. Weitere Auskünfte und Beschwerden.

Diese Richtlinien sollen den Betriebsinhabern und den Angestellten ermöglichen, die Abgabe von Rationierungsausweisen und die Verabreichung der Verpflegung an die Angestellten zu regeln. Bei eventuellen Unklarheiten sind die Abgabestellen für Rationierungsausweise bereit, weitere Auskunft zu erteilen. Beschwerden sind an die kantonalen Zentralbureaux für Kriegswirtschaft zu richten.

VSA Verein für Schweizerisches Anstaltswesen (Gegründet 1844)

Präsident: Karl Bürki, Vorsteher des Burgerlichen Waisenhauses Bern, Tel. 4 12 56
Vizepräsident und Redaktor: Emil Gossauer, Waisenvater, Regensdorferstr. 115, Zürich 10, Tel. 67584
Aktuar: A. Joss, Verwalter des Bürgerheims Wädenswil, Telephon 956941
Zahlungen: Postcheck III 4749 (Bern) - Kassier: P. Niffenegger, Vorsteher, Steffisburg, Telephon 2 29 12

Neumitglied

Wir begrüßen als neues Mitglied M. Roger Thévoz, directeur, Maison de la Vieillesse de Vessy, Genève.

Amtsrücktritt

Nach 22-jähriger treuer Erzieherarbeit traten Herr und Frau H. Schweizer-Nägelin von ihrem Vorsteheramt zurück. Wir wünschen dem Ehepaar, das nun in Liestal wohnt, einen gesegneten Feierabend. E. G.

30 Jahre Anstaltsdienst

Die Hauseltern Keller im Friedheim Bubikon (Zch.) dürfen auf eine 30-jährige Tätigkeit als Anstaltsleiter zurückschauen. Wieviel Arbeit und Hingabe, Treue und Ausdauer liegen in solchen Jahrzehnten. Wenn wir gar bedenken, daß Herrn Kellers Augenlicht stets etwas abnahm, so beweist das, wie groß die Berufsauffassung sein muß, dennoch auf dem Posten zu verharren. Der Hausvater schreibt in seinem Bericht: „Und als ich unsicherer wurde, als meine Augen schwächer wurden, da erfaßten die Kinder erst recht meine Hand, geleiteten mich auf Schritt und Tritt. Ja, herzlich gut meinen sie es mit mir!“ Das ist ein ermutigendes Bekenntnis, zu dem wir den tapfern Hauseltern von Herzen gratulieren. „Was wir geschaffen haben, das will ich auch genießen, achten und ehren, es sei die Glocke oder das Türmchen, das Seelein oder der Waldweg, das Bänklein an der Straße oder die Rondelle vor dem Hause, die Eisenbahn oder das Planetarium. Alles hat Mühe gekostet, bis es da war.“

In den 30 Jahren betraten 14 Zöglinge die Beamtenlaufbahn, 7 lernten die Krankenpflege, 37 die Hauswirtschaft, 44 ein Handwerk, 53 die Landwirtschaft. Vorzeitig wurden 25 entlassen und 13 sind gestorben. Eine hübsche Neuerung der letzten Zeit gibt einer Gruppe Kinder eine Tourenkarte in die Hand, Datum, Zahl der Teilnehmer und der Name des Gruppenführers werden vermerkt. Am Ziel lassen sie die Karte von einer neutralen Person unterzeichnen und „kehren frohen Herzens abends wieder nach Hause zurück“. Das Heim weist mit 46 Zöglingen im vergangenen Jahr die höchste Frequenz auf.

Unser V. S. A. schließt sich dem Dank und Wunsch der Kommission an und wünscht Herrn und Frau Keller weiterhin eine gesegnete Wirkenszeit im Friedheim.

E. G.

Erziehungsanstalt Kasteln, Aarau

Das Heim war mit 40 Zöglingen besetzt, von denen eine Anzahl leider viel zu kurze Zeit bleibt, um nach- oder umerzogen zu werden. Die Anstalt ist zum guten Teil Selbstversorger, Vorsteher Schelling konstatiert mit Stolz und Freude, daß Kasteln seit dem Bestehen das erste Mal eigenes Brot, genügend Kartoffeln, Gemüse, Beeren, Obst, Milch und Fett zur Verfügung hatte. An Pflegetagen wurden 16 921 notiert. An Geschenken gingen ein Fr. 2282.— und an Legaten Fr. 3323.—. Das Defizit von Fr. 2240.— wurde durch den Kapitalkonto